

MEXIQUE



## **Assassinat, impunité et autocensure :** La dure condition des journalistes frontaliers



[www.rsf.org](http://www.rsf.org)

**Juin 2005**

**Enquête :** Balbina Flores Martinez et  
Benôit Hervieu

**Reporters sans frontières**

Secrétariat international

Bureau Amériques

5, rue Geoffroy Marie

75009 Paris-France

Tél. (33) 1 44 83 84 68

Fax (33) 1 45 23 11 51

E-mail : [ameriques@rsf.org](mailto:ameriques@rsf.org)

Web : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

Lorsque Vicente Fox est élu président de la République en 2000, la presse mexicaine croit à un tournant favorable. Ce scrutin mettait fin, il est vrai, à soixante-dix ans de règne ininterrompu du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et au modèle de « démocratie à parti unique » que celui-ci avait fini par incarner. Cet appel d'air tant attendu par les défenseurs de la liberté d'expression va cependant bien vite retomber. L'insécurité, née de la crise économique de 1994, prend des proportions alarmantes, principalement dans les Etats côtiers ou frontaliers des Etats-Unis, où les cartels du narcotrafic imposent leur loi. En tête de ces territoires acquis à la corruption et à la violence, l'Etat de Sinaloa (Nord-Ouest) a été le théâtre de près de 300 exécutions sommaires depuis le début de l'année 2005. Avocats, policiers, agents fédéraux (62 ont été tués depuis 2000), hommes politiques, fonctionnaires, militants, syndicalistes ou ouvrières des *maquiladoras* de Ciudad Juárez (Etat de Chihuahua, Nord) comptent parmi les cibles régulières des ma-

fias. Les journalistes de la presse locale payent, eux aussi, un lourd tribut à cette faillite du pouvoir au bénéfice du crime organisé. Depuis 2000, seize d'entre eux ont été



Raúl Gibb Guerrero

assassinés ou ont disparu, dont six dans le seul Etat de Tamaulipas (Nord-Est) (cf. tableau). Tous ou presque travaillaient à la rubrique des faits divers (appelée sur place « l'information rouge ») et consacraient leurs articles à des thèmes aussi sensibles que le narcotrafic ou la corruption de la police.

L'assassinat, le 22 juin 2004 à Tijuana (Etat de Basse-Californie, Nord-Ouest) de Francisco Javier Ortiz Franco, cofondateur et éditorialiste de l'hebdomadaire *Zeta*, a sans doute constitué le point d'orgue d'une année noire pour la liberté de la presse au Mexique avec cinq journalistes tués. Le 8 avril 2005, un autre directeur, Raúl Gibb Guerrero, du quotidien *La Opinión* dans l'Etat de Veracruz (Est), tombait à son tour sous les balles de tueurs. Mais l'affaire Ortiz Franco et l'émotion qu'elle a soulevée ont provoqué un début de prise de conscience au sein des médias, de la société mexicaine et du pouvoir fédéral. Le 11 octobre 2004, à l'initiative du mouvement pour les droits de l'homme *Ni Uno Mas* (Pas un de plus), les journalistes de seize

**Journalistes mexicains tués ou disparus depuis 2000**

| Nom et média                                     | Date              | Lieu                            |
|--|-------------------|---------------------------------|
| Guadalupe García Escamilla (Stereo 91 XHNOE)     | 16 avril 2005     | Nuevo Laredo (Tamaulipas)       |
| Raúl Gibb Guerrero (La Opinión)                  | 8 avril 2005      | Poza Rica (Veracruz)            |
| Alfredo Jiménez Mota (El Imparcial)              | 2 avril 2005      | Hermosillo (Sonora)             |
| Gregorio Rodríguez Hernández (El Debate)         | 28 novembre 2004  | Escuinapa (Sinaloa)             |
| Francisco Arratia Saldierna (El Imparcial)       | 31 août 2004      | Matamoros (Tamaulipas)          |
| Francisco Javier Ortiz Franco (Zeta)             | 22 juin 2004      | Tijuana (Basse Californie)      |
| Leodegario Aguilera Lucas (Mundo Político)       | 23 mai 2004       | Acapulco (Guerrero)             |
| Roberto Javier Mora García (El Mañana)           | 19 mars 2004      | Nuevo Laredo (Tamaulipas)       |
| Gregorio Urieta (El Sur)                         | 15 septembre 2003 | Acapulco (Guerrero)             |
| Jésus Mejía Lechuga (Primera Hora – Ms Noticias) | 10 juillet 2003   | Martínez de la Torre (Veracruz) |
| Félix Alfonso Fernández García (Nueva Opción)    | 17 janvier 2002   | Ciudad Alemán (Tamaulipas)      |
| Saúl Antonio Martínez Gutiérrez (El Imparcial)   | 24 mars 2001      | Matamoros (Tamaulipas)          |
| José Barbosa Bejarano (Alarma)                   | 9 mars 2001       | Ciudad Juárez (Chihuahua)       |
| José Luis Ortega Mata (Semana de Ojinaga)        | 19 février 2001   | Ojinaga (Chihuahua)             |
| José Ramírez Puente (Juárez Hoy de Radio Net)    | 28 avril 2000     | Ciudad Juárez (Chihuahua)       |
| Pablo Pineda Gaucin (La Opinión)                 | 9 avril 2000      | Matamoros (Tamaulipas)          |

viles de dix Etats ont manifesté publiquement. Ils se sont à nouveau mobilisés le 3 mai dernier dans sept Etats à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse. Surtout, l'affaire Ortiz Franco a conduit le pouvoir fédéral à se saisir des enquêtes concernant les assassinats ou les disparitions de journalistes. Un effort nécessaire, mais pas suffisant pour mettre fin à l'hécatombe et à l'impunité.



Dolores Guadalupe García Escamilla

Car l'année 2005 a commencé dramatiquement pour la presse mexicaine, toujours dans les mêmes régions. Trois jours avant l'assassinat de Raúl Gibb Guerrero, la journaliste Dolores Guadalupe García Escamilla, de la radio *Stereo 91 XHNOE*, a été victime d'un attentat à Nuevo Laredo (Etat de Tamaulipas). Elle a succombé à ses blessures le 16 avril. Le 2 avril, le correspondant du quotidien *El Imparcial* Alfredo Jiménez Mota (cf. encadré) a mystérieusement disparu à Hermosillo (Etat de Sonora, Nord-Ouest). Dans ces trois affaires survenues en moins d'une semaine, les pistes d'investigation se multiplient, mais aucune n'a, à ce jour, abouti à l'arrestation de suspects et encore moins à l'identification de commanditaires. L'impunité semble être la règle quand un journaliste mexicain meurt pour avoir simplement fait son métier.

Comment les journalistes endurent-ils l'environnement de violence des Etats frontaliers du Mexique ? Sont-ils amenés à s'autocensurer pour se protéger ? Médias locaux et nationaux sont-ils également exposés au danger ? Comment expliquer la lenteur et l'inefficacité des autorités judiciaires et policières face à ces attaques ?

Pour répondre à toutes ces questions, Reporters sans frontières a mené, du 23 au 31 mai 2005, une mission dans les villes frontalières de Tijuana et Nuevo Laredo, et à Mexico. La délégation de l'organisation a notamment rencontré des journalistes locaux, des correspondants de médias nationaux, des militants de la cause des droits de l'homme et de la liberté de la presse, et des représentants des pouvoirs publics d'Etat et fédéraux (police, justice), dont José Luis Santiago Vasconcelos, sous-procureur général de la République, en charge de la lutte contre la délinquance organisée.

Outre qu'elles traduisent une menace sérieuse pour la liberté de la presse au Mexique, les

### Alfredo Jiménez Mota, une affaire d'Etat ?

Dans la nuit du 2 avril 2005, le jeune journaliste Alfredo Jiménez Mota, 25 ans, disparaît mystérieusement à Hermosillo (Sonora).



Alfredo Jiménez Mota

D'abord journaliste au quotidien *El Debate* (dont un photographe a été assassiné en 2004) dans l'Etat de Sinaloa, spécialiste du narcotrafic et de la sécurité publique, Alfredo Jiménez Mota travaillait depuis un peu plus d'un an pour le quotidien *El Imparcial* à Hermosillo. La nuit de sa disparition, il devait rencontrer un informateur pour un bref rendez-vous avant de retrouver un collègue. Un correspondant frontalier américain, qui s'est penché sur l'affaire, a confié à Reporters sans frontières que l'informateur en question était un fonctionnaire du ministère fédéral de la Justice.

L'affaire a fait réagir le président Vicente Fox en personne, qui a promis à la famille du journaliste une enquête au plus haut niveau. Promesse tenue, le dossier est suivi depuis le 22 avril par la Subprocuraduría de investigación especializada contra la delincuencia organizada (SIEDO), la branche anti-mafias du ministère fédéral de la Justice que dirige José Luis Santiago Vasconcelos (cf. plus haut). Or, curieusement, le 25 mai, le ministère a ordonné *sine die* le dessaisissement du procureur fédéral chargé d'enquêter sur place. Motif ? « Nos enquêteurs ont tout de suite été démasqués par les narcotrafiquants. Des menaces planaient sur le premier juge. Les témoins ne parlaient plus. Il a donc fallu changer d'équipe », explique José Luis Santiago Vasconcelos.

Les enquêtes menées par le journaliste sur les cartels de drogue ou sur le sombre cas d'un directeur de la sécurité publique de Sonoyta (Sonora), compromis dans le narcotrafic, font partie des onze pistes actuellement étudiées. L'une d'elles concerne toujours ce mystérieux fonctionnaire du ministère fédéral de la Justice avec qui Alfredo Jiménez Mota aurait eu rendez-vous. Une piste bien embarrassante pour les autorités en charge de l'enquête, s'il s'avère que le journaliste avait eu connaissance d'éléments compromettants pour le pouvoir fédéral.

violences contre les médias mexicains sont aussi le révélateur des graves dysfonctionnements d'une puissance publique organisée en trois niveaux : municipal, d'Etat, et fédéral. Des dysfonctionnements que ne semble pas près d'apaiser une campagne féroce pour la succession de Vicente Fox à l'horizon de juillet 2006.

## L'ennemi invisible

« Avant, il y a avait un cartel par ville. Maintenant, c'est la guerre. Les narcotrafiquants ont rompu avec les "traditions". » La description de Jésus Blancornelas, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire Zeta à Tijuana, en dit assez sur le climat qui règne sous les latitudes côtières et frontalières du Mexique. Dans cette gigantesque zone de transit des cargaisons de cocaïne acheminées d'Amérique du sud vers les Etats-Unis, le narcotrafic n'est plus une affaire de famille, mais un business aux ramifications multiples et qui repose sur de nombreux réseaux.

Trois cartels se disputent désormais le contrôle de Tijuana, point de passage majeur vers les Etats-Unis : le cartel du clan Arellano Felix - autrement appelé cartel de Tijuana -, le cartel de Sinaloa, de Joaquín « El Chapo » Gúzman, et le cartel du Golfe, basé sur la côte est du pays. L'expansion démographique constante de la ville fait gonfler la poudrière. Elle atteint aujourd'hui près de cinq millions d'habitants, à raison de 50 000 nouveaux arrivants par an, dont l'objectif est évidemment de fouler la terre promise américaine. Bien peu de ces « desdocumentados » (sans-papiers) parviennent à destination et selon René Gardner, correspondant local du quotidien *El Norte*, émanation du quotidien national *Reforma* dans les Etats du Nord, « cette population fourbit environ 50 % de la délinquance de droit commun ou spécialisée dans le petit trafic ». « C'est une nouvelle génération de narcotrafiquants qui a émergé, poursuit Jésus Blancornelas. Une génération qui ne négocie plus, mais tue, qui n'essaie plus d'acheter les journalistes mais les assassine. »



Jésus Blancornelas  
devant les photos de ses collègues assassinés

Même son de cloche à Nuevo Laredo (400 000 habitants), à l'autre extrémité de la frontière avec les Etats-Unis, dans l'Etat de Tamaulipas. « Ici, le cartel du Golfe, traditionnellement implanté, et le cartel de Sinaloa se font la guerre depuis trois ans, explique Ramon Dario Cantú

Deandar, directeur du quotidien régional *El Mañana*. Parler d'un cartel, c'est risquer de lui faire une contre-publicité au profit d'un autre. Citer le nom d'un narcotrafiquant, c'est s'exposer à ses repréailles mais toujours par le biais d'un intermédiaire ou d'un tueur à gages. » Rédacteur en chef adjoint du quotidien *Frontera* à Tijuana, Raúl Ruiz Castillo résume : « Pour nous les journalistes, l'ennemi est devenu invisible. »

D'autant plus invisible qu'il déborde de la seule sphère du narcotrafic. C'est en tout cas la thèse de Juan Arturo Salinas, correspondant de l'hebdomadaire national *Proceso* et de l'agence *Associated Press* à Tijuana. D'une part, le trafic ne se limite pas à la drogue. Les pièces de voiture volées ou l'essence de contrebande représentent aussi des marchés juteux. C'est sans doute pour avoir enquêté sur le trafic d'essence et refusé le chantage financier d'un gang spécialisé, « Los Chupaductos », que Raúl Gibb Guerrero, directeur du quotidien régional *La Opinión*, a été assassiné le 8 avril 2005 dans l'Etat de Veracruz. D'autre part et surtout, les crimes contre la presse n'auraient pas atteint ces proportions sans le concours d'une police locale corrompue, tantôt complice, tantôt rivale de la criminalité organisée. « Les trafiquants ont peut-être leurs raisons de s'en prendre aux journalistes, mais les policiers en ont au moins autant, explique Juan Arturo Salinas. Tout le monde sait qui dirige les cartels. Les policiers qui rackettent les immigrés clandestins, pratiquent l'extorsion de fonds ou organisent des escadrons de la mort ont, eux, autrement intérêt à se cacher et à éliminer les témoins gênants. » Juan Arturo Salinas a lui-même reçu des menaces de mort par téléphone en 2000. « J'enquêtai alors sur un escadron de la mort de la police. Qui d'autre que les intéressés, dans la mesure où ils sont policiers, a pu obtenir mon adresse et mon numéro de téléphone ? »

Le rapport annuel établi par le Réseau mexicain pour la protection des journalistes et des médias <sup>(1)</sup> confirme. Près du quart des 92 affaires d'agressions, de menaces ou d'attentats contre la presse recensées en 2004 (contre 76 en 2003, pour un total de 421 agressions déclarées depuis 2000), ont été le fait des forces

1. Le Réseau mexicain de protection des journalistes et des médias est constitué par l'Académie mexicaine des droits de l'homme, le Centre pour les droits de l'homme Fray Francisco Vitoría, le Centre des droits humains Agustín Pro Juárez, le Centre national de communication sociale, le Centre de journalisme et d'éthique publique (CEPET), la Fraternité des journalistes mexicains, la Fondation Manuel Buendía, la Revue mexicaine de communication et le Syndicat national des rédacteurs de presse.



www.rsf.org

# MEXIQUE

## Assassinat, impunité et autocensure : la dure condition des journalistes frontaliers

de l'ordre. Juan Arturo Salinas enfonce le clou : pour lui, l'impunité qui entoure les assassinats de journalistes est la preuve même de l'implication de la puissance publique. « Sinon, les enquêtes avanceraient. »

### Enlissements judiciaires

Et, en effet, les enquêtes piétinent. A commencer par celle concernant la mort de Francisco Javier Ortiz Franco. Le 22 juin 2004 vers midi, le cofondateur et éditorialiste de l'hebdomadaire *Zeta* sort d'un cabinet médical au nord-est de Tijuana et regagne sa voiture pour rentrer chez lui. Alors qu'il prend place dans l'habitacle, une jeep noire surgit à sa hauteur. Un inconnu masqué et armé en descend et fait feu sur le journaliste avant de prendre la fuite. Touché de quatre balles, à la tête, au thorax et à l'épaule gauche, Francisco Javier Ortiz Franco décède sur le coup. Cet attentat est le troisième contre *Zeta*. Le 20 avril 1988, Hector Félix Miranda, un autre fondateur du journal, avait été abattu. Le 27 novembre 1997, le directeur de l'hebdomadaire, Jésus Blancornelas, avait été victime d'une tentative de meurtre qui avait coûté la vie à son garde du corps. Mêmes circonstances, même procédé des tueurs, même mobile sans doute... et même inertie des autorités au bout du compte.

La mort de Francisco Javier Ortiz Franco frappe les esprits. « Parce qu'il a été tué sous les yeux de ses deux enfants, âgés de 8 et 10 ans, qui l'attendaient dans la voiture », rappelle Jésus Blancornelas. L'hebdomadaire craint néanmoins l'enlissement judiciaire et décide de prendre les devants en menant sa propre enquête. « En deux semaines, nous avons trouvé qui étaient les assassins de "Pancho" », poursuit Jésus Blancornelas. Dans les premières pages de son édition du 9 au 15 juillet 2004, *Zeta* publie les photos de deux individus : Heriberto Lazcano dit « El Lazca » et Jorge Eduardo Ronquillo Delgado dit « El Niño » ou « El 6-2 ». Le parcours de ces deux hommes illustre assez bien le concept d'« ennemi invisible », éternel mercenaire, affidé à un cartel un jour, renégat le lendemain, sans autre loyauté que celle envers l'employeur le plus offrant. Tireur supposé des coups de feu contre Francisco Javier Ortiz Franco, « El Lazca » a d'abord été militaire, puis paramilitaire au sein du sinistre groupe « Los Zetas ». Il s'associe alors à Osiel Cardenas Guillén, l'un des parrains du cartel du Golfe, dans l'Etat de Tamaulipas. Passé à son compte, il débarque quelque temps plus tard à Tijuana et se met au service du clan Arellano Felix. A côté d'« El Lazca » et d'« El Niño », *Zeta* donne le nom d'un troisième tueur : Ar-

temio Villareal Albarrán dit « El Nalgón » ou « El Maistro ». Au rang des têtes pensantes et des logisticiens de l'attentat, l'hebdomadaire désigne Jorge Alberto Briceño Lopez, représentant du cartel de Tijuana à Mexicali, la capitale de l'Etat de Basse-Californie, l'ancien policier Jésus Manuel Molina Hernández et l'ancien fonctionnaire local José Luis Molina Hernández.

Il y a plus grave. Les journalistes de *Zeta* font le lien entre les assassinats de leurs deux rédacteurs en chef. Francisco Javier Ortiz Franco n'enquêtait-il pas sur la mort d'Hector Félix Miranda ? En suivant cette piste, un même nom revient. Celui de Jorge Hank Rhon, politicien PRI de l'Etat de Basse-Californie, honni de l'administration Fox et élu maire de Tijuana le 1er août 2004. Le nouvel édile aurait-il voulu sous-traiter auprès des narcotrafiquants un règlement de comptes personnel contre l'hebdomadaire, un peu trop curieux de sa pratique du pouvoir ? Le cartel, régulièrement dérangé par les articles de *Zeta* sur ses activités, aurait-il saisi l'opportunité de cette convergence d'intérêts ? L'hypothèse n'est pas exclue et elle pourrait expliquer l'extrême lenteur, sinon la panne sèche, de l'enquête officielle. « Aucune avancée n'a été constatée depuis, note, amer, Jésus Blancornelas. Le ministère de la Justice de l'Etat a d'abord instruit l'affaire pendant les deux mois qui ont suivi la mort de "Pancho". Ensuite, le parquet général de la République (PGR, ministère fédéral de la Justice) a repris le dossier. Mais il n'y a pas eu de suite. La police n'a interpellé personne. Pourquoi ? Si rien n'est fait dans les 48 heures qui suivent l'ouverture d'une enquête, on peut considérer que c'est foutu. »

Les rares arrestations concernent des tueurs ou des intermédiaires présumés, jamais les commanditaires. L'enquête sur l'assassinat, le 28 novembre 2004, de Gregorio Rodríguez Hernández, photographe du quotidien *El Debate* à Escuinapa (Etat de Sinaloa, Nord-Ouest) a abouti à la mise en détention - sans preuves étayées - de deux frères, Abraham Ernesto et Ulises Sedano. En l'absence de charges et de témoignages, la responsabilité du crime attribuée à Fausto Ocampo et Ismael Zambada García alias « El Mayo Zambada », deux figures du cartel de Sinaloa, reste à l'état de simple « piste d'investigation ». « Il faut savoir que les narcotrafiquants achètent le soutien des populations, en finançant des œuvres, des écoles ou des infrastructures, tente de justifier le sous-procureur de la République José Luis Santiago Vasconcelos. Allez obtenir, dans ces conditions, que les citoyens coopèrent avec les enquêteurs. »



www.rsf.org

# MEXIQUE

## Assassinat, impunité et autocensure : la dure condition des journalistes frontaliers

Ailleurs, ce sont les erreurs de procédure ou la concurrence larvée entre autorités judiciaires d'Etat et fédérale qui freinent les timides progressions des enquêtes. L'affaire Francisco Arratia Saldierna, du nom de ce collaborateur du quotidien *El Imparcial* à Matamoros (Etat de Tamaulipas), torturé et abattu le 31 août 2004, est à cet égard éclairante. Le 1er octobre, le PGR reprend officiellement le dossier, jusqu'à confié au ministère de la Justice de l'Etat de Tamaulipas. Le même jour, le procureur fédéral annonce que des poursuites sont engagées contre le tueur présumé Raúl Castelán Cruz, qui travaille pour le compte de Ramiro Hernández García Hernández, chef de cellule du cartel du Golfe. Mais la justice locale n'a accepté de céder à la justice fédérale qu'un volet de la procédure, en l'occurrence celui qui concerne la délinquance organisée et la détention d'armes illégales. Officiellement donc, l'instruction du crime contre le journaliste reste entre les mains de la justice de Tamaulipas, mais contre l'avis des autorités fédérales. Qui est maître du dossier ? Le temps que la question soit tranchée, les suspects ont eu le temps de prendre le large. La prérogative constitutionnelle 20-1, qui impose une coopération entre les trois niveaux de pouvoir - municipal, d'Etat et fédéral -, a été a priori mieux respectée dans le traitement du cas Dolores Guadalupe García Escamilla.

La journaliste de la radio locale *Stereo 91 XH-NOE* à Nuevo Laredo a été très grièvement blessée de quinze balles sur le parking de la station, le 5 avril 2005. Elle est décédée le 16 après une agonie de onze jours. Ancienne chargée de communication de la police municipale, la journaliste et chroniqueuse s'était rendue célèbre en animant l'émission « Punto Rojo », consacrée aux faits divers. Vu le nombre d'affaires criminelles qu'elle a traitées durant sa carrière, impossible de dire laquelle pourrait être à l'origine de son assassinat. « Nous avons enquêté pendant quinze jours, nous avons produit 72 actes de procédure », détaille Roberto Maldonado Siller, délégué du ministère de la



La radio Stereo 91 XHNOE

Justice de l'Etat de Tamaulipas à Nuevo Laredo, qui connaissait personnellement la victime. Le magistrat souligne que le temps lui a manqué pour dégager une piste sérieuse mais reste sur une certitude : « L'assassinat de "Lupita" est lié à son activité pro-

fessionnelle. » Ce point de vue est loin d'emporter l'adhésion de la justice fédérale, qui a repris le dossier le 26 avril. Le procureur Fidel Gauna Urbina donne, lui aussi, dans le détail procédural pour mieux convaincre des difficultés de sa charge : « J'ai appelé 45 personnes à témoigner et 28 l'ont fait. Nous avons dû reprendre l'enquête à zéro et garantir l'anonymat des témoins, car les gens refusent de parler en donnant leur nom. Trois cellules d'investigation fédérale travaillent sur ce dossier. Normalement, des conventions existent entre le pouvoir fédéral et certains Etats ou certaines villes en matière pénale. Mais dans ce cas, tout est confié aux autorités fédérales, jusqu'à la police. Pour préserver à tout prix le secret de l'enquête. » Cette précision est révélatrice de la confiance limitée qui règne entre les niveaux de pouvoir, malgré l'article 20-1 de la Constitution fédérale. Les policiers de Tamaulipas ont dû, en effet, passer la main à leurs collègues fédéraux. Pour quel résultat ? Deux « pistes d'investigation » supplémentaires, en plus de la piste professionnelle, exploitée dans un premier temps par la justice de l'Etat. « Aucun des éléments dont nous disposons ne nous permet pour l'instant de privilégier une piste par rapport à une autre, martèle le procureur Fidel Gauna Urbina. La piste professionnelle est une possibilité, mais il existe aussi la piste personnelle et la piste du crime organisé. » En quoi la « piste professionnelle », voire la « piste personnelle », devraient-elles être absolument distinguées de la « piste du crime organisé » ? Le procureur refuse d'en dire plus.

Dans l'affaire Roberto Javier Mora García, la « piste personnelle » a fini par devenir la thèse officielle. Pourtant, de nombreuses zones



Roberto Javier Mora García

d'ombre subsistent autour de l'assassinat, le 19 mars 2004, du rédacteur en chef du quotidien *El Mañana*, toujours à Nuevo Laredo. Connu pour sa rigueur, le journaliste avait consacré plusieurs enquêtes au cartel du Golfe et à ses liens présumés avec l'administration locale. Daniel Rosas, rédacteur en chef adjoint d'*El Mañana*, continue de croire avec sa rédaction que là réside l'origine du meurtre de son confrère et que cette piste a été délibérément négligée par des autorités « qui ont intérêt à minimiser la réalité du narcotrafic ». « Peu avant sa mort, Roberto avait été victime d'une tentative de chantage de la part de narcotrafiquants qui lui avaient proposé 40 000 dollars pour ne pas publier une enquête. Il avait refusé. Y a-t-il un



www.rsf.org

# MEXIQUE

## Assassinat, impunité et autocensure : la dure condition des journalistes frontaliers

mobile plus clair ? »

Le 19 mars 2004, vers 2 heures du matin, Roberto Javier Mora García est retrouvé assassiné devant chez lui d'une vingtaine de coups de couteau. L'enquête s'oriente immédiatement vers Mario Medina Vázquez et Hiram Oliveros Ortiz, un couple homosexuel voisin de la victime. Le 28 mars, la police arrête les deux hommes. Selon elle, Mario Medina Vázquez, de nationalité américaine, aurait avoué avoir tué le journaliste, croyant à une liaison entre ce dernier et son concubin. Un crime passionnel, donc. Pourtant, Mario Medina affirme que ses aveux ont été extorqués sous la torture. Il indique également avoir été arrêté le 28 mars vers 19 heures, et non pas à 23 heures, comme le soutient la police. C'est durant cet intervalle de quatre heures qu'il aurait subi des tortures et des menaces de mort. Enfin, l'arme décrite par l'expertise médico-légale - un couteau à double tranchant - ne correspond pas à celle retrouvée chez les suspects. Ces éléments ont été rapportés par la Commission indépendante *In Memoriam* - composée de Reporters sans frontières et de cinq autres organisations <sup>(2)</sup> - qui a enquêté sur l'affaire au mois d'avril 2004. Le 13 mai suivant, Mario Medina Vázquez est mort en prison, poignardé dans sa cellule par un codétenu, Roberto Herrera González, qui tentait d'abuser de lui sexuellement, selon les informations du ministère de la Justice de Tamaulipas. Ce nouveau drame a provoqué les protestations du consulat américain, qui avait demandé pour son ressortissant un placement en zone de sécurité, et entraîné la démission, le 17 mai, du procureur de l'Etat de Tamaulipas. Depuis, une nouvelle enquête a été ouverte au niveau fédéral. Sans résultats, pour l'instant. « Nous nous félicitons par principe que le PGR se soit saisi de l'affaire, mais nous ne voyons rien venir, se désole Ninfa Deandar, présidente de la société éditrice *El Mañana*. En réalité, il n'y a pas d'Etat de droit dans ce pays. Avec Vicente Fox, nous avons dû faire notre deuil d'un pouvoir fédéral longtemps sacralisé. Les autorités fédérales ont certes renforcé leur présence dans l'Etat de Tamaulipas où la criminalité est très élevée, mais celle-ci n'a pas baissé et aucun travail d'investigation réel n'est mené. Et puis, la police fédérale est aussi exposée que les autres. »

2. Outre Reporters sans frontières, faisaient partie de la Commission *In Memoriam* les organisations mexicaines Centre d'études frontalières et de promotion des droits de l'homme, Liberté d'information-Mexique, Centre de journalisme et d'éthique publique (CEPET) et les organisations internationales Pen Club et Journalistes face à la corruption.

## Protection ou bunkérisation ?

« Les journalistes qui ont fait l'objet de menaces pourraient négocier un permis de port d'arme. » Cette sortie du ministre de la Sécurité publique de l'Etat de Tamaulipas, Luis Roberto Gutiérrez Flores, intervenue au lendemain de l'assassinat de Dolores Guadalupe García Escamilla, aurait peut-être prêté à sourire en d'autres circonstances. Or, la question se pose. Comment des journalistes soumis à autant de pressions et exposés à de graves risques peuvent-ils exercer leur métier sans protection ? Juste avant l'attentat qui a failli lui coûter la vie en 1997, Jésus Blancornelas bénéficiait d'une escorte de la police de l'Etat de Basse-Californie. C'est au moment où cette protection a été allégée que l'attentat a eu lieu. C'est d'ailleurs en période de vacances, en l'absence d'escorte, que son collègue Ortiz Franco a été abattu. Depuis 1997, le directeur de *Zeta* est protégé physiquement par l'armée. Sa garde rapprochée - « que je n'ai ni sollicitée, ni refusée », assure-t-il - est passée de neuf à quatorze personnes après l'assassinat de Francisco Javier Ortiz Franco. La rédaction de *Zeta* a pris des allures de bunker. A l'entrée, un militaire armé d'un fusil à pompe et d'un pistolet monte la garde en permanence. Au dehors, quatre hommes surveillent la rue dans une voiture banalisée. A l'intérieur du bâtiment, un sas de sécurité « décoré » des photos des trois tués de la rédaction, filtre les visiteurs. Comment exercer sereinement, dans ces conditions, un métier qui requiert indépendance et liberté de mouvements ?

Raúl Ruiz Castillo, rédacteur en chef du quotidien *Frontera* à Tijuana, résume le dilemme : « Soit nous n'avons pas d'escorte et nous risquons gros, soit nous en avons une et nous violons en soi le principe de discrétion professionnelle et de secret des sources qui est une base fondamentale de notre métier. » Le siège de *Frontera*, situé en bordure de l'un de ces grands couloirs routiers qui coupent la ville, a été la cible de deux attentats en 2004. En avril, des coups de feu sont tirés contre la porte. Le 7 juin, des inconnus garent un camion rempli de 800 kilos de marijuana à l'entrée du parking du journal. En septembre, trois balles tirées depuis une voiture endommagent à nouveau la porte d'entrée. « Tous ces incidents sont liés à des articles que nous avons publiés sur le cartel des Arellano Félix, poursuit le rédacteur en chef de *Frontera*. Depuis, nous avons dû faire appel à une nouvelle société de sécurité et installer, contre notre gré, des caméras de surveillance à l'intérieur même de la rédaction. Le 20 mai, les journalistes se sont réunis pour trancher la question des escortes personnelles. A la majo-



www.rsf.org

# MEXIQUE

## Assassinat, impunité et autocensure : la dure condition des journalistes frontaliers

rité, nous avons répondu non. Les journalistes n'aiment décidément pas les escortes. »

Directeur de la police préventive de l'Etat de Basse-Californie, Julián Leyzaola Pérez veut croire à un juste milieu entre l'absence totale d'escorte et une sécurité trop rapprochée. « Il y a d'autres systèmes de protection que l'escorte traditionnelle. Nous proposons, par exemple, de suivre le journaliste s'il veut bien nous donner connaissance de ses trajets, de son planning. Nous pouvons ainsi organiser un système d'alerte qui n'entrave pas son activité. » Le policier reconnaît pourtant que son système ne suscite pas de demande. Et il y a de quoi douter. Les effectifs sont largement insuffisants : la police préventive de l'Etat de Basse Californie, créée il y a trois ans, ne compte que 350 hommes (contre 1 500 policiers municipaux à Mexicali et 2 000 à Tijuana), le plus âgé ayant 28 ans. « Compte tenu des conflits que peut générer le travail des journalistes, nous prenons le temps d'évaluer le risque humain réel », tente d'expliquer le lieutenant-colonel pour justifier sa faible marge de manœuvre. « Et puis, voyez-vous, avec ce calibre, les narcotrafiquants peuvent se moquer de moi », ajoute-t-il en brandissant son arme de service.

### La voix officielle

Paradoxe : les médias qui n'ont aucune confiance dans les autorités sont souvent les mêmes à devoir compter sur ces dernières pour obtenir des informations. La dernière vague d'assassinats de journalistes - « l'avril noir » de la presse mexicaine - a modifié le traitement des sujets sensibles par les rédactions, au détriment du journalisme d'investigation qu'un hebdomadaire comme *Zeta* est encore l'un des rares à pratiquer. Ce réflexe d'autoprotection concerne surtout les médias locaux, plus exposés au danger bien que de moindre audience. Comme le souligne Martha Casares, correspondante d'*El Norte* à Nuevo Laredo : « Je me souviens d'avoir couvert un fait divers en même temps qu'un journaliste local. C'est lui qui a subi des représailles après et pas moi. »

A Tijuana, le quotidien *Frontera* a cessé de publier des photos de narcotrafiquants et a fortiori de leur entourage. Quant aux articles, ils sont diffusés au compte-gouttes. Au préalable, le journaliste concerné doit en aviser le comité éditorial composé du directeur de la publication et des rédacteurs en chef, en vertu de ce que *Frontera* appelle son « manuel d'action ». « Nous essayons d'évaluer au maximum l'impact que l'article peut avoir. Nous menons une sorte de contre-enquête, explique Raúl Ruiz

Castillo. Nous bannissons les sources anonymes. Nous vérifions si l'article apporte des éléments nouveaux par rapport aux informations que délivre la voix officielle, c'est-à-dire les autorités policières et judiciaires. S'il n'y a pas d'éléments nouveaux et de sources identifiées, nous ne publions pas. Récemment, par exemple, la délégation du PGR à Tijuana nous a dit que deux anciens candidats à la mairie étaient impliqués dans des affaires de trafic de drogue. Nous avons tenté de vérifier mais nous n'avons pas pu en savoir plus. Alors nous n'avons pas publié. » Un directeur de journal, qui tient ici à garder l'anonymat, suggère une autre méthode pour se protéger tout en informant : « Les journalistes enquêtent et moi je signe les articles pour tout le monde, parce que je bénéficie d'une escorte nombreuse. »

Hélas, le plus souvent, l'extrême prudence confine au suivisme à la lettre des informations officielles et à l'autocensure. A Nuevo Laredo, Roberto Galvéz Martínez, le directeur des informations de *Stereo 91 XHNOE* - la radio à laquelle appartenait Dolores Guadalupe García Escamilla - parle d'un « changement de ligne » depuis l'assassinat de sa collègue. « "Lupita" pratiquait un journalisme agressif, audacieux, un journalisme de fond. Sa mort nous a montré que ce journalisme-là était devenu trop dangereux. Nous avons dû arrêter, confesse-t-il, très tendu. Désormais, nous reprenons les informations fournies par les autorités et nous nous limitons à un seul angle de traitement, celui du "comment". Nous évitons le "qui" et le "pourquoi". Il ne faut pas en rajouter dans le fait divers. Tous les jours, ici, il y a des assassinats et des enquêtes sans suite. Nous ne voulons pas entretenir ce climat. Nous ne voulons fâcher personne. Le journalisme de "Lupita" n'était peut-être pas le genre de la maison. » L'émission « Punto Rojo » qu'animait la journaliste a été supprimée de la grille immédiatement après son assassinat. Vicente Rangel, le successeur de "Lupita" à la rubrique des faits divers, assure le service minimum : « Je me rends aux conférences de presse de la police et c'est tout. »



Roberto Galvéz Martínez, directeur de Stereo 91 XHNOE montre les traces de l'attentat contre Dolores Guadalupe Escamilla





www.rsf.org

# MEXIQUE

## Assassinat, impunité et autocensure : la dure condition des journalistes frontaliers



Même attitude au quotidien *El Mañana*. Le journalisme d'investigation n'est plus de saison au sein du plus ancien (75 ans) titre de Nuevo Laredo. « Oui, nous sommes otages de l'autocensure et c'est pire que la censure, admet sans langue de bois le directeur Ramón Darío Cantú Deandar. Tous les journalistes de notre rédaction qui travaillent sur des thèmes sensibles, et en particulier le narcotrafic, ont subi des menaces ou des violences. Désormais, nous publions seulement les informations transmises par les autorités. » Aucun journal ne semble épargné. Toujours à Nuevo Laredo, la petite rédaction du quotidien *Primera Hora / Ultima Hora* (fondé il y a quatre ans et qui tire à 1 500 exemplaires) commence à craindre pour sa liberté de parole depuis qu'une bombe artisanale a détruit, le 10 mai dernier, la voiture du directeur Pedro Pérez Natividad (aujourd'hui introuvable). « Nous sommes plus prudents depuis l'attentat. Nous faisons beaucoup plus attention à ce que nous publions. Nous ne creusons plus trop les sujets sensibles », confie Jaime Vivas et Miguel Montenegro, les deux directeurs par intérim. Leur inquiétude est encore montée d'un cran depuis que leur collègue Carlos Figueroa, le fait-diversier de *Primera Hora / Ultima Hora*, a été la cible des menaces de mort captées sur les fréquences radio de la police, à l'image de Dolores Guadalupe García Escamilla avant son assassinat.

Les journalistes frontaliers américains sont, eux aussi, à la peine. Correspondant du *San Antonio Express News* à Laredo (Texas), Jesse Bogan rappelle que la presse américaine a fait les frais de la violence au Mexique, à travers le cas de l'un de ses lointains prédécesseurs, Philip True, assassiné en 1998 dans l'Etat de Jalisco (Ouest). S'il n'a pas été lui-même menacé ou agressé, le jeune journaliste texan se plaint de « l'information souvent tronquée ou manipulée, servie par une bureaucratie tatillonne et formaliste » sur la rive mexicaine du Rio Bravo, et « des dissimulations dès qu'une affaire devient grave ». « Ces deux dernières années, 36 Américains ont disparu à Nuevo Laredo. La police garde généralement le silence sur ces affaires.

Le problème au Mexique, c'est qu'il faut parfois s'acoquiner avec les autorités pour recueillir de l'information. La presse locale est très exposée à la corruption, que ce soit pour publier ou ne pas publier. » Une vision que confirme Victor Ronquillo, grand reporter de l'hebdomadaire *Milenio*, habitué des enquêtes à la frontière. « A Nuevo Laredo, j'ai vu une fois des narcotrafiquants "inviter" la presse. A Culiacán (Etat de Sinaloa), un journaliste local qui travaillait sur une affaire de meurtre avait l'exclusivité des confidences de la police. J'ai su par la suite qu'il avait conclu un "arrangement" avec elle. »

La presse nationale est-elle mieux lotie ? Elle est moins visée, de l'avis même des correspondants des grands titres, ne serait-ce qu'en raison de la place accordée aux informations régionales. « Evidemment, le thème du narcotrafic est vendeur pour le grand public, mais nous aussi sommes pris dans le dilemme entre informer et nous protéger », assure Julieta Martínez, correspondante du quotidien national *El Universal* à Tijuana depuis trois ans. La journaliste a pris le parti de n'aborder ce type d'affaires qu'en cas d'incarcération ou de condamnation, pas avant. Son confrère René Gardner, correspondant du quotidien *El Norte* dans la même ville depuis sept ans, s'est consacré aux enquêtes sensibles pendant deux ans. « J'ai arrêté à cause des menaces, des pressions. J'ai pensé à ma sécurité. Ma direction a bien essayé de me relancer, mais j'ai fini par la convaincre que, dans ma situation de correspondant, seul et sans beaucoup de moyens, je devenais dépendant vis-à-vis des autorités, ce qui nuisait à la qualité de l'information. »



Monument dédié aux journalistes à Mexico

## Des mots interdits

« Seul ». Le mot revient souvent dans la bouche des journalistes mexicains frontaliers, qu'ils soient locaux ou nationaux, qu'ils travaillent en équipe ou à la pige. Certains se plaignent même de ne pas être suffisamment soutenus par leur hiérarchie. Bien souvent obligés de mener une autre activité pour subvenir à leurs



www.rsf.org

# MEXIQUE

## Assassinat, impunité et autocensure : la dure condition des journalistes frontaliers

besoins, tous déplorent l'inexistence d'un milieu professionnel constitué, avec une vraie base syndicale ou associative qui permette de « faire bloc ».

Le combat pour la liberté de la presse est encore long, a fortiori là où le crime organisé semble avoir pris le dessus. Les journalistes peuvent-ils encore y faire face ? Victor Ronquillo, de l'hebdomadaire *Milenio*, est pessimiste : « Comment parler de liberté de la presse quand des journalistes ne peuvent même plus prononcer à l'antenne des mots comme "narco-trafic", "los Zetas" ou citer des noms de chefs mafieux pourtant connus de tout le monde ? Par ailleurs, nous entrons dans une campagne électorale qui va durer un an, jusqu'à la présidentielle de juillet 2006. Les médias, qu'ils soient locaux ou nationaux, vont devoir se cacher entièrement sur cette échéance et scruter les joutes politiciennes, au risque d'occulter la situation dramatique de ce pays et de passer sous silence les collusions entre certaines autorités locales et les mafias. »

Le 14 avril 2005, le gouvernement fédéral a promis la création d'un parquet de justice spécialisé dans les enquêtes sur les assassinats de journaliste. Cette promesse a été ajournée après la nomination d'un nouveau procureur général de la République. L'intéressé, Francisco Daniel Cabeza de Vaca, ne parle plus de cette innovation qu'au conditionnel. « Le parquet verra le jour si nécessaire », selon le quotidien *La Jornada*, daté du 28 mai. En attendant, les journalistes encore vivants pourront composer le numéro vert mis en place par le ministère fédéral de la Justice à leur intention. La ligne sera ouverte au 1er juillet.